

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Calcaires du Biterrois

Garrigue de Bayssan
34500 Béziers

Références : UD34/H3/MT/2025-049
Code AIOT : 0018300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement Calcaires du Biterrois implanté lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée à l'occasion d'une réunion sur site de cadrage réglementaire, entre la DREAL et l'exploitant, relative à des projets d'évolution des activités exercées sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Calcaires du Biterrois
- lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres

- Code AIOT : 0018300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Vendres exploitée par la société Calcaires du Biterrois est une carrière qui produit des matériaux calcaires.

Elle est implantée au sud et nord de l'autoroute A9, un tunnel permettant la liaison entre les 2 zones d'exploitation.

Au sud, se trouvent les installations de traitement (en location-gérance à la société CMSE depuis 2018), les bureaux, les stockages de produits finis et au nord, la zone en exploitation avec une installation de traitement primaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage et aménagement de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 2 et 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas conduit à relever d'irrégularités dans les conditions d'exploitation, sur les points abordés, qui concernaient les conditions générales fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2024, et le phasage d'exploitation (extraction et remblayage).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage et aménagement de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 2 et 5
Thème(s) : Situation administrative, Phasage et aménagement de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'objet de la visite était d'évoquer les évolutions administratives futures de l'établissement. La visite a été l'occasion de vérifier les évolutions mises en œuvre depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2024 qui a en particulier: - autorisé la mise en place d'une activité de tri de matériaux en mélange, au titre de la rubrique ICPE n°2716; - modifié les conditions de remise en état de la zone au Sud de la bande projet d'intérêt général (PIG) de la future ligne ferroviaire Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), par remblayage avec de matériaux inertes extérieurs jusqu'à 31 m NGF ; L'évolution du phasage d'extraction en zone Nord de l'A9 a aussi été vérifiée, sur le terrain et par la consultation du plan topographique de novembre 2024. L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2007 fixe une cote minimale de fond de fouille à 18,5 m NGF. Enfin la mise à jour du montant des garanties financières (article 6 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2024) eu égard à la modification du phasage d'exploitation, a été vérifiée.
Constats : La visite de terrain a permis de constater les évolutions suivantes du site:

- la zone d'extraction au Nord de l'A9 a été approfondie sur l'ensemble du périmètre, par rapport à la situation constatée en 2024. Le plan topographique permet de vérifier le respect de la cote minimale d'extraction. Seule une zone correspondant à la "fosse d'essai de pompage" réalisée en 2024 se trouve à une cote inférieure à 18,5 m NGF. La réalisation de cet approfondissement localisé (limité à 170 m²) avait été actée par un récépissé de déclaration en date du 18 octobre 2023.

Le jour de la visite, cette fosse était en cours de comblement.

Concernant la constitution des garanties financières, dont le justificatif de l'actualisation du montant n'avait pas été reçu par la DREAL, l'exploitant a transmis le document demandé le jour de la visite.

- au Sud de l'A9, la zone de tri de déchets inertes extérieurs a été réalisée conformément au dossier déposé en 2022, et le remblayage au Sud de la bande PIG se poursuit selon les dispositions autorisées.

En conclusion, il n'a pas été constaté d'irrégularités par rapport aux prescriptions applicables à l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite